

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Ce-que-l-extreme-droite-en-France-ne-nous-prendra-pas>

Ce que l'extrême droite en France ne nous prendra pas

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mardi 16 juillet 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La colorimétrie des demi-habiles ne connaissant que deux teintes, toute mise en cause de l'Europe, fût-elle rendue au dernier degré du néolibéralisme, est le commencement d'une abomination guerrière, toute entrave au libre-échange est la démonstration manifeste d'une xénophobie profonde, toute velléité de démondialisation l'annonce d'un renfermement autarcique, tout rappel au principe de la souveraineté populaire la résurgence d'un nationalisme du pire, tout rappel au principe de la souveraineté populaire en vue d'une transformation sociale, la certitude (logique) du... national-socialisme, bien sûr ! Voilà sur quel fumier intellectuel prospère le commentariat européiste quand, à bout d'argument, il ne lui reste plus que des spectres à brandir.

Le pire cependant tient au fait que ces imputations, où le grotesque le dispute à l'ignoble, font sentir leurs effets d'intimidation jusque dans la gauche critique, terrorisée à l'idée du moindre soupçon de collusion objective avec le FN, et qui se donne un critère si bas de cet état de collusion que le moindre regard jeté sur une de ses idées par les opportunistes d'extrême droite conduit cette gauche à abandonner l'idée - son idée - dans l'instant : irrémédiablement souillée. A ce compte-là bien sûr, la gauche critique finira rapidement dépossédée de tout, et avec pour unique solution de quitter le débat public à poil dans un tonneau à bretelles. Comme on sait, sous couleur de ne pas donner prise aux accusations de « repli national », elle a laissé tomber de fait toute idée de mettre quelque entrave que ce soit au libre-échange puisque toute restriction à la libre circulation des conteneurs est une offense égoïste faite aux peuples des pays exportateurs - et la démondialisation y a été vue comme une inacceptable entorse à un internationalisme de principe. En bonne logique ne faudrait-il pas, à cette partie de la gauche, renoncer également à la critique de la déréglementation financière internationale au motif que l'extrême droite, elle aussi, en fait l'un de ses thèmes de prédilection, en conséquence de quoi la chose ne pourrait plus être dite ?

Souverainisme de droite, souverainisme de gauche

« Repli national », en tout cas, est devenu le syntagme-épouvantail, générique parfait susceptible d'être opposé à tout projet de sortie de l'ordre néolibéral. Car si cet ordre en effet se définit comme entreprise de dissolution systématique de la souveraineté des peuples, bien faite pour laisser se déployer sans entrave la puissance dominante du capital, toute idée d'y mettre un terme ne peut avoir d'autre sens que celui d'une restauration de cette souveraineté, sans qu'à aucun moment on ne puisse exclure que cette restauration se donne pour territoire pertinent - n'en déplaise à l'internationalisme abstrait, la souveraineté suppose la circonscription d'un territoire - celui des nations présentes... et sans exclure symétriquement qu'elle se propose d'en gagner de plus étendus !

Prononcer le mot « nation », comme l'un des cas possibles de cette restauration de la souveraineté populaire, peut-être même comme l'un de ses cas les plus favorables ou du moins les plus facilement accessibles à court terme - précision temporelle importante, car bien sûr le jacquattalisme du gouvernement mondial, lui, a le temps d'attendre... -, prononcer le mot « nation », donc, c'est s'exposer aux foudres de l'internationalisme, en tout cas de sa forme la plus inconséquente : celle qui, soit rêve un internationalisme politiquement vide puisqu'on en n'indique jamais les conditions concrètes de la délibération collective, soit qui, les indiquant, n'aperçoit pas qu'elle est simplement en train de réinventer le principe (moderne) de la nation mais à une échelle étendue !

En ce lieu de la souveraineté, qui donne naissance à toutes les confusions politiquement intéressées, il pourrait être utile de commencer par montrer en quoi un souverainisme de gauche se distingue aisément d'un souverainisme de droite, ce dernier se concevant généralement comme souveraineté « de la nation », quand le premier revendique de faire droit à la souveraineté « du peuple ». Les tenants de la « souveraineté nationale » en effet ne se posent guère la question de savoir qui est l'incarnation de cette souveraineté, ou plutôt, une fois les évocations filandreuses du corps mystique de la nation mises de côté, ils y répondent « tout naturellement » en tournant leurs regards vers le grand homme, l'homme providentiel - l'imaginaire de la souveraineté nationale dans la droite française, par exemple, n'étant toujours pas décollé de la figure de de Gaulle. L'homme providentiel donc, ou tous ses possibles succédanés,

comités de sages, de savants, de compétents ou de quelque autre qualité, avant-gardes qualifiées, etc., c'est-à-dire le petit nombre des aristoi (« les meilleurs ») à qui revient « légitimement » de conduire le grand nombre.

La souveraineté vue de gauche, elle, n'a pas d'autre sens que la souveraineté du peuple, c'est-à-dire l'association aussi large que possible de tous les intéressés à la prise des décisions qui les intéressent. Le souverainisme de droite n'est donc rien d'autre que le désir d'une restauration (légitime) des moyens de gouverner mais exclusivement rendus à des gouvernants qualifiés en lesquels « la nation » est invitée à se reconnaître - et à s'abandonner. Le souverainisme de gauche est l'autre nom de la démocratie - mais enfin comprise en un sens tant soit peu exigeant.

Faute de ces élémentaires distinctions, une partie de la gauche en est venue à ostraciser l'idée de souveraineté quand elle prétend par ailleurs lutter pour une extension de la démocratie... qui n'en est que le synonyme ! Démocratie, souveraineté populaire : une seule et même idée, qui est celle de la maîtrise par une communauté de son propre destin. On mesure donc les effets de captation et de terrorisme intellectuels de l'extrême droite, et les effets de tétanie de la gauche critique, à cette aberration d'auto-censure et d'intoxication qui a conduit cette dernière à abandonner l'idée de souveraineté, faute d'être simplement capable de se souvenir que, sous l'espèce de la souveraineté populaire, elle est l'une de ses propres boussoles idéologiques depuis la Révolution française !

Contre l'« armée de réserve » des sans-papiers : la régularisation !

Il est bien vrai cependant que le FN se montre d'une redoutable habileté dans le pillage éhonté des idées de la gauche critique. Il aurait tort de se gêner puisqu'il ne vient personne pour lui rappeler les orientations foncièrement reaganiennes de sa « pensée économique » jusqu'au début des années 2000, ni lui faire observer les légères traces de pneu qui résultent d'un tête-à-queue idéologique aussi parfait - mais les journalistes politiques qui disent déplorer le dépérissement du « débat d'idées » ne sont visiblement pas très intéressés par ce genre d'idées... Le terrain de l'imposture intellectuelle ainsi grand ouvert, le FN s'avance gaiement, sans le moindre complexe ni la moindre vergogne, se goinfrant de thèmes de gauche pour mieux semer une réjouissante confusion, mais affinant également son art de couler ses obsessions xénophobes de toujours dans une critique du néolibéralisme de fraîche date.

Ainsi, dans cette veine, sa nouvelle empathie pour les travailleurs revient-elle périodiquement souligner que l'immigration irrégulière constitue une « armée de réserve » prête à s'employer aux pires conditions, et vouée par là à faire une concurrence déloyale aux salariés réguliers (on est invité à comprendre nationaux), notamment à tirer vers le bas les salaires. Il n'y aurait pas pire objection que celle qui se réfugierait dans le pur et simple déni de tout effet de cette sorte. Car il est hautement vraisemblable que l'entretien d'une armée de réserve, et même d'une « sous-armée de réserve », constituée de travailleurs rendus au dernier degré de la précarité pour être exclus de toute protection légale, offre au patronat une formidable masse de main d'oeuvre corvéable à merci avec, oui, pour effet de tirer vers le bas tous les standards sociaux, en tout cas de faire une concurrence directe aux salariés « réguliers » du niveau juste au dessus.

Le MEDEF, lui, ne s'y trompe pas qui défend l'immigration avec des accents que ne renierait pas Harlem Désir : « Restons un pays ouvert, qui accueille de nouvelles cultures et profite du métissage » déclare la main sur le coeur Laurence Parisot [\[1\]](#), inquiète des tours de vis de l'équipe Guéant-Sarkozy en 2011 qui pourrait bien tarir la source miraculeuse aux exploitables. « Je ne crois pas qu'il faille faire de l'immigration un problème », ajoute-t-elle avec un humanisme criant de sincérité. Bien sûr - il ne s'agit tout de même pas de se mettre le gouvernement d'alors à dos -, Parisot ne manque pas de préciser que l'immigration à laquelle elle pense est l'immigration de travail légale - mais c'est celle dont Guéant se propose de réduire les volumes... Il suffirait cependant de pas grand-chose pour imaginer que Parisot étendrait volontiers le métissage et l'accueil de toutes les cultures à une immigration moins légale, celle, précisément qui fait les meilleures (sous-)armées de réserve.

On remarquera au passage que, dans une asymétrie caractéristique, l'endos enthousiaste de l'immigration par le MEDEF est un de ces rapprochements bizarres qui pose curieusement moins de problème que la récupération de la démondialisation par le FN... Mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans l'instrumentation éhontée de l'immigration par le patronat telle qu'elle donne symétriquement sa matière à la xénophobie d'extrême droite, qui trouve ici le moyen idéal de se rendre présentable en se ripolinant de critique sociale. Vu de loin, on admirera l'habileté tactique, car c'est indéniablement une manoeuvre très réussie que de faire cheminer ainsi un fond inaltérable de racisme sous les dehors les plus honorables de la préoccupation pour la condition ouvrière, la seconde, protestée de bonne foi, permettant alors de faire vibrer implicitement toutes les cordes du premier sans avoir l'air d'y toucher - parfois aussi sans prendre la peine de ne pas avoir l'air...

Rien n'oblige cependant à tomber dans des stratagèmes aussi grossiers, et ceci d'autant plus que les capacités de récupération idéologique de l'extrême droite atteignent assez vite leur limite, en tout cas ici on va les leur faire atteindre, et rapidement. Car, au-delà de l'immigration légale à laquelle Laurence Parisot affecte de s'en tenir, on fera observer à Marine Le Pen qu'on règle très facilement le problème de la sous-armée de réserve des clandestins : par la régularisation intégrale ! Plus de clandestinité, plus de vulnérabilité ; plus de vulnérabilité, plus de chantage patronal, donc plus de salaires de misère ni de traitement de quasi-esclaves. Les régularisés auront les mêmes salaires et les mêmes droits que les nationaux et les résidents légaux - auxquels ils appartiendront -, cessant par là même de créer cette poche de sous-salariat dépressionnaire qui produit objectivement tous ses effets de dumping social intérieur, et ceci d'autant plus violemment qu'on a poussé plus loin la déréglementation du marché du travail.

Faucher la nation au FN

Mieux encore : s'il est évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable, il n'est pas moins évident que les résidents et les régularisés qui le souhaitent ont pleinement vocation à être intégrés dans la nationalité française. Ce sont des femmes et des hommes qui travaillent, qui contribuent à la vie matérielle et sociale de la collectivité, qui payent leurs cotisations et leurs impôts - eux.

Au lieu de se laisser défaire en rase campagne et de tout abandonner sans même combattre, la gauche critique ferait mieux non seulement de se tenir un peu fermement mais aussi de songer à quelques contre-mesures, manière de retourner contre le FN ses propres procédés. Cette question de l'immigration et de la régularisation offre peut-être l'occasion idéale de lui faucher la nation, dont elle s'est fait le monopole et qu'elle a constitué en pôle toxique du débat public, mais au prix bien sûr d'en avoir défiguré l'idée. Par un effet de tétanie aussi navrant que caractéristique, la gauche critique n'a pas même fait l'effort de s'y attaquer et, là encore, comme à propos de la souveraineté dont elle est évidemment profondément solidaire, la nation s'est trouvée de fait rendue à l'idée que s'en fait l'extrême droite - et à ses seuls usages.

Là contre, il faut dire que la nation n'est en aucun cas le fantasme ethnique que propage le FN, et qu'on ne voit pas au nom de quoi la gauche devrait abandonner l'idée de la nation ouverte, jouant le sol contre le sang, assise sur la citoyenneté et sur elle seule, qui lui a été, elle aussi, léguée par la Révolution. S'il est vrai que, sous couleur de « République », on a longtemps bourré les crânes avec « nos ancêtres les Gaulois », ce temps-là est révolu. A quelque chose malheur étant bon, l'époque de crise profonde est on ne peut plus propice à expliquer, et dès l'école !, qu'appartenir à la nation s'apprécie en tout premier lieu par le respect de ses devoirs fiscaux, que cette appartenance n'est pas une affaire de naissance, encore moins de lignée (pour ne pas dire de souche...), mais d'une démonstration simple et permanente de citoyenneté comprise comme participation à une forme de vie commune dont la reproduction emporte naturellement des sujétions contributives. A ce compte-là, pour parler comme Le Pen, et aussi pour parler très différemment d'elle, on voit très vite qui est « vraiment français » et qui ne l'est pas - et c'est un nouveau crible qui va sans doute lui faire tout drôle, on attend de voir si elle va le récupérer celui-là.

Car voilà le nouveau paysage de la nationalité : Bernard Arnault ? Pas français. Cahuzac ? Pas français. Johnny et Depardieu qui se baladent dans le monde comme dans un self-service à passeports ? Pas français. Les Mamadou et les Mohammed qui triment dans des ateliers à sueur, font les boulots que personne d'autre ne veut faire, et payent leurs impôts sont mille fois plus français que cette race des seigneurs. Le sang bleu évadé fiscal, dehors ! Passeport et bienvenue à tous les basanés installés sur le territoire, qui, eux contribuent deux fois, par leur travail et par leurs impôts, à la vie collective, double contribution qui donne son unique critère à l'appartenance de ce qui, oui !, continue de s'appeler une nation - mais pas la même que celle du Front « National ».

Immigration et chômage ?

Il y a peu de crainte que le FN vienne nous chercher sur ce terrain-là. Davantage que, dans sa comédie de néo-macroéconomiste, il vienne nous objecter que si la régularisation fait disparaître le « dumping interne » et la concurrence intra-salariale déloyale, elle ne règle rien à la concurrence intra-salariale « ordinaire », et même l'intensifie en faisant grossir une population active déjà confrontée à une pénurie objective d'emplois. Mais d'où vient cette pénurie elle-même ? Il faut toute l'emprise du biais xénophobe pour refuser de poser cette simple question et, par défaut - en fait par propos délibéré - faire des immigrés la cause générale, voire unique, du problème du chômage.

Or on ne répond à ce genre de question qu'en commençant par remarquer combien les liens entre démographie et emploi sont autrement plus complexes que ne le supposent ceux dont l'outillage intellectuel s'arrête aux quatre opérations de l'arithmétique élémentaire, pour conclure que si la démographie augmente alors le chômage aussi « puisqu'il y a plus de gens pour le même nombre d'emplois »... Il faudrait d'ailleurs que le FN finisse par arrêter une position car ce même argument qui cherche à singulariser les immigrés s'appliquera tout autant aux bonnes familles françaises, invitées par lui à croître et à se multiplier... Petits français de souche, ou immigrés, ça ne va pas changer grand-chose à ses équations simplistes du chômage...

En vérité il n'y a aucune détermination univoque aussi rudimentaire entre démographie et chômage. On le sait bien depuis le fordisme qui a connu simultanément une démographie salariale galopante, notamment du fait du mouvement de salarisation des femmes, et un plein-emploi éclatant... au point d'ailleurs que le patronat français n'a pas manqué d'aller faire de massives campagnes de recrutement en Afrique du Nord. Dans cette affaire, loin de se combattre, croissance démographique et emploi se soutiennent : l'afflux de nouveaux salariés employés injecte plus de revenu dans l'économie, donc plus de consommation, plus de demande... et plus d'offres d'emploi. La croissance démographique vient donc intensifier les propriétés vertueuses, établies par ailleurs, du régime d'accumulation fordien.

Le régime qui succède au fordisme est tout autre. A l'exact opposé de ce que soutient la doctrine néolibérale, la déréglementation généralisée ne produit aucune croissance : il suffit de comparer en longue période le taux de croissance moyen en Europe sur les périodes 1945-75 et 1985-2013 pour que l'affaire soit vite entendue. Les mondialisateurs libéraux répondent en général à ce genre d'objection en préférant détourner le regard vers les BRICS et autres pays émergents... à ceci près, comme l'a montré Rodrik [\[2\]](#), que le succès de ces pays doit tout ou presque... au fait qu'ils ont pris bien soin de n'appliquer aucune des recettes que leur préconisait le FMI, la Banque mondiale et l'ensemble des prescripteurs autorisés du néolibéralisme !

Dans le dispositif néolibéral tel qu'il s'est appliqué aux pays les plus industrialisés, un élément s'est révélé particulièrement nuisible, il s'agit du pouvoir actionnarial qui est l'un des « charmes » de la déréglementation financière. Les exigences de rentabilité des fonds propres en constant relèvement ont en effet conduit à passer à la trappe tous les projets d'investissement qui ne passent plus la barre des 15 %, et forcent les entreprises à se saigner en dividendes ou en buy-back pour rétrocéder leur cash « oisif » aux actionnaires - forcément il est « oisif »

puisqu'on lui interdit de travailler à moins de 15 %... Le néolibéralisme est donc un régime d'accumulation dépressionnaire par inhibition actionnariale de l'investissement.

Il suffit d'y ajouter toutes les pertes d'emploi liées à la large ouverture aux délocalisations et à la concurrence très distordue du libre-échange, plus les politiques économiques aberrantes d'austérité en période de crise, pour avoir toute les données structurelles de la pénurie d'emploi - dont on voit alors qu'elle est le propre des orientations profondes de l'accumulation du capital en régime néolibéral, et qu'elle n'a pas grand-chose à voir avec la présence des immigrés sur notre sol. Toutes choses égales par ailleurs, l'occupation des emplois par des immigrés nourrit la boucle macroéconomique « revenu-consommation-demande » et contribue à la création d'emplois pour tout le monde - raison pour quoi, en passant, le renvoi instantané de tous les immigrés que fantasme le FN n'améliorerait en rien la situation de l'emploi, au contraire !

Mais toutes choses ne sont pas égales par ailleurs. Différentes, donc, les caractéristiques structurelles du régime d'accumulation en vigueur. C'est de ce côté-là, et de ce côté-là seulement, qu'il faut aller chercher les causes du chômage, et non du côté de la couleur de peau de ceux qui occupent les postes. C'est la forme dépressionnaire prise par l'accumulation du capital en régime néolibéral qui donne toute l'explication de la pénurie d'emploi. Et ce sont ces structures-là le problème de première instance - pas l'immigration.

Le FN ou la « réconciliation nationale »... sous l'égide du capital

Mais ce problème-là, le FN a-t-il quelque envie sérieuse de s'y attaquer ? Tout à son nouveau rôle, il clame vouloir faire la peau à la mondialisation et à la finance. Voire. Comme l'attestent ses revirements de longue période, le FN est un invertébré idéologique quand il s'agit d'économie, où il n'a d'autre boussole que l'opportunisme. Il se trouve qu'il peut compter avec une paire d'effrayés et d'éditorialistes décérébrés pour que tout lui profite. Mais on n'est pas forcés de s'y laisser prendre. Ni d'oublier de rappeler ce que sont les grands invariants de l'extrême droite en France (et sans doute ailleurs) : loin d'être, comme une lobotomie médiatique en entretient l'idée, l'apanage du peuple affreux, sale et méchant, l'extrême droite est un projet qui plaît beaucoup à une certaine fraction de la bourgeoisie, et dont d'autres, la bourgeoisie d'affaire notamment, s'accommoderaient très bien s'ils ne font pas oeuvre de soutien manifeste.

L'histoire a suffisamment montré que la bourgeoisie avait le libéralisme politique qui s'arrêtait là où commence sa liberté de valoriser le capital. Rien ne permet d'exclure formellement une remise au goût du jour du « Hitler plutôt que le Front populaire » si la situation « l'exigeait ». Mais surtout rien ne permet de douter que la sociologie de ses élites dirigeantes, et de celles qu'elles recruteraient dans l'hypothèse d'une arrivée au pouvoir, conduirait le FN à mener une politique conforme aux intérêts du capital, ou disons à passer avec le capital un compromis politique, sans doute différent de celui de la mondialisation néolibérale, mais tout à fait satisfaisant pour la préservation de ses intérêts.

L'extrême droite prête à défier le capital pour les travailleurs est une fable qui ne résiste pas un instant à l'analyse. Ni encore moins aux enseignements de l'histoire. Car très loin de tout anticapitalisme, l'extrême droite est plutôt un rêve de « réconciliation nationale »... autour d'un ordre social dominé de fait par le capital. Aucun des fascismes n'a jamais cherché la confrontation avec le capital, tout au contraire : ils n'ont cessé de poursuivre la chimère d'un corps national fondu dans l'unité affective d'une appartenance mystique, cette fusion étant d'ailleurs explicitement conçue comme le moyen d'un dépassement de toutes les (inutiles) divisions « secondaires » - au premier rang desquelles le conflit de classes bien sûr...

C'est peut-être le Metropolis de Fritz Lang qui en donne la représentation la plus frappante, puisque, commençant à

la manière d'un Marx cinéaste, campant la lutte des classes entre le sous-sol des prolétaires asservis et la surface de la bourgeoisie jouisseuse, il finit dans l'exaltation pré-nazie [3] de la réconciliation du capital et du travail, dont les personnages représentatifs finissent par triompher de leurs animosités respectives et se donner la main... sous le porche de la cathédrale !, soit exactement la trajectoire prévisible d'une Marine Le Pen qui tiendrait presque le discours de la lutte des classes, et emprunte tout ce qu'elle peut au discours de la gauche critique, mais finira à coup sûr dans le plus complet déni du conflit capital-travail - dont on sait qu'il est bien fait pour garantir et la domination et la tranquillité du capital -, et ceci au nom du « rassemblement » dans la « communauté nationale unanime ».

Récupérations lepénistes et braiements médiatiques

Faute de ces rectifications élémentaires, les erreurs intellectuelles et politiques s'enchaînent les unes aux autres. La gauche critique abandonne la souveraineté populaire et la nation-citoyenne à l'extrême droite qui les défigure en souveraineté du chef et nation ethnique ; et l'incapacité à qualifier, c'est-à-dire à affirmer le qualificatif pertinent - populaire pour la souveraineté, citoyenne pour la nation - suffit à rabattre ces deux idées sur les usages qu'en fait l'extrême droite, qui ne les fait plus exister implicitement que sous ses propres qualificatifs à elle - où l'on retrouve incidemment que les entreprises de récupération trouvent aussi leur possibilité dans la passivité de ceux qui se laissent dépouiller.

Or la souveraineté du peuple inscrite dans une citoyenneté élective, constituée dans et par le consentement fiscal, est cela-même qui ne cesse d'être attaqué par le néolibéralisme, comme l'attestent et les confiscations technocratiques (augmentées du pur et simple pouvoir des marchés...), et la généralisation de l'évasion fiscale des possédants. Il est certain que la lutte contre le néolibéralisme s'en trouve singulièrement compliquée lorsqu'on abandonne à l'ennemi les deux thèmes à la fois les plus centraux politiquement et les plus susceptibles de faire, à raison, levier dans l'opinion publique...

On comprend mieux alors, dans ce vide créé par une désertion intellectuelle, que des militants, voire des publicistes, sincèrement de gauche, finissent par s'égarer sérieusement en louchant du mauvais côté - mais le seul restant qui fasse vivre, quoique pour le pire, des thèmes qui leur sont chers, mauvais côté auquel ils cèdent sous l'habileté captieuse d'une extrême droite qui, comme toujours en période de grande crise, sait s'habiller des oripeaux de la révolution sociale.

Il leur suffirait pourtant d'aller creuser sous ces convergences trompeuses, et d'interroger ceux qu'ils envisagent de se donner pour nouveaux compagnons de route sur la régularisation des sans-papiers, sur leur intégration entièrement justifiée dans la nationalité, sur la profonde bêtise de la « théorie » qui lie chômage et immigration, pour recueillir des réactions qui leur montreraient le primat de la compulsion xénophobe, la manière dont elle ordonne et même dont elle subordonne toute la « doctrine », et pour voir combien ce qu'on pourrait appeler le délire de l'homogène nourrit un fantasme de « communauté nationale », littéralement parlant le fantasme d'une communauté et non d'une société, c'est-à-dire d'une fusion qui impose son principe (mystique) à tous les clivages, à tous les dissensus... à commencer bien sûr par celui qui oppose le capital et le travail.

Le voile est bien mince qui sépare cet arrière-plan de toujours de l'extrême droite de la comédie « sociale » qu'il nous joue à l'avant-scène. La stratégie de la récup' est à coup sûr d'une grande habileté ; elle n'a cependant rien d'irrésistible, il est même assez simple de remettre quelques pendules à l'heure, pour peu qu'à gauche, on n'ait pas le désir de se laisser contraindre à un strip-tease intégral. La chose n'est pas seulement simple : elle est de la plus urgente nécessité. Elle l'est pour conserver des éléments de fond pertinents de la critique du néolibéralisme, elle l'est au moins autant pour ôter leur fourrage aux braiements médiatiques intéressés, trop content de se précipiter - « ah ! vous voyez bien ! » - sur la dernière récupération lepéniste, et dont l'empressement opportuniste à l'amalgame est le symétrique de celui du FN, l'un et l'autre également obstacles objectifs à la perspective de la transformation sociale.

Frédéric Lordon pour *Le Monde Diplomatique*

[La pompe à phynance](#). Paris, le 8 juillet 2013.

[1] « Immigration : Parisot s'oppose à Guéant », Le Figaro, 16 avril 2011.

[2] Dani Rodrik, Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé, La Découverte, 2008.

[3] Le scénario de Metropolis a été co-écrit par Fritz Lang et par son épouse Thea von Arbou que ses inclinations nazies ont fini par faire adhérer au NSDAP.